

Ni Décret Darcos, ni Décret Peillon :

Suspension et retrait de la Réforme des rythmes scolaires.

Parce que nous avons le souci

- des élèves, des enseignants et de leur bien-être respectif,
- des attentes des usagers de l'École,
- de l'ensemble des intervenants dans l'École (personnels territoriaux, animateurs, éducateurs, bénévoles...) et de leurs conditions de travail.

Nous disons que cette réforme des rythmes n'est pas bonne car:

- Elle ne résout pas le problème de la fatigue des enfants.
- Elle ne leur permet pas d'accéder à des découvertes culturelles, artistiques ou sportives de qualité, de façon équitable, en toute sécurité, sur l'ensemble du territoire.
- Elle se fait à l'encontre des conditions de travail de tous les personnels.
- Elle fait glisser les missions d'enseignement de l'Éducation nationale vers les communes.

Pour toutes ces raisons, nous disons NON à la REFORME PEILLON!

A la CGT, nous voulons une réforme qui:

- Résulte d'une large concertation avec l'ensemble des acteurs de l'École et des agents territoriaux qui travaillent également dans les écoles publiques de la ville d'Arles.
- Garantisse la réelle gratuité de l'école et le cadrage national de ces rythmes (pour l'équité entre les territoires et les enfants).
- N'entraîne pas une régression des droits et des conditions de travail des personnels.
- Met fin à la semaine de 4 jours mise en place par le gouvernement Sarkozy.
- Déconnecte le temps des élèves (26h) de celui des enseignants (18h).
- Marque la reprise en main de la difficulté scolaire par des enseignants spécialisés (RASED complétés et développés sur l'ensemble du territoire).
- Combatte les vraies raisons de la fatigue des élèves: classes surchargées, temps en collectivité très long, programmes indigestes.
- Supprime le zonage des vacances et respecte l'alternance stricte 7 semaines de classe et 2 semaines de vacances.

L'enjeu pour l'école publique, c'est bien la réussite de tous les élèves. Et les vraies priorités sont les conditions d'apprentissage des élèves et les conditions de travail des personnels. Le ministre doit y répondre sans attendre.

Trois semaines après leur précédente grève, les enseignants et les agents territoriaux des écoles sont de nouveau dans la rue le 5 décembre.

Deux rendez-vous revendicatifs dictés par les mêmes motifs : la « réforme » ne passe pas. A ce titre, L'école Sanquer de la ville de Brest (1er établissement à expérimenter la semaine de 4.5 jours) devrait inciter à plus de prudence les « supporters locaux » du ministre de l'éducation nationale.

C'est pourquoi il est nécessaire de continuer à demander une remise à plat du décret et une réelle discussion autour des moyens donnés par l'État aux collectivités locales.

L'inquiétude des personnels qui travaillent avec les enseignants (animateurs, agents territoriaux...) est très importante, Le ministère doit l'entendre.

Nous ne sommes pas « des conservateurs opposés à tout ».

Nous voulons une vraie mutation de l'école et non pas une réforme effectuée par le petit bout de la lorgnette. Oui, il y a un vrai souci dans les rythmes scolaires, mais la façon dont le gouvernement a pris le problème n'est pas la bonne entrée. Il faut penser l'école dans sa globalité.

Motion remise aux services de la sous préfecture.

Les personnels enseignants, territoriaux et les animateurs en grève le jeudi 5 décembre demandent clairement la suspension immédiate de la réforme et l'abrogation du décret Peillon.

La réussite des mobilisations du 14 novembre et du 5 décembre renforce notre détermination.

La CGT rappelle que cette réforme des rythmes n'est pas bonne car elle ne résout pas le problème de la fatigue des enfants, ne leur permet pas d'accéder à des découvertes culturelles, artistiques ou sportives de qualité, de façon équitable, en toute sécurité, sur l'ensemble du territoire.

Elle se fait à l'encontre des conditions de travail de tous les personnels et fait glisser les missions d'enseignement de l'Education nationale vers les communes.

La CGT rappelle aussi qu'elle s'est opposée depuis 2008 à la réforme DARCOS des 4 jours considérant qu'elle était déjà néfaste pour les élèves.

Pour avoir une véritable réforme des rythmes scolaires qui respectent à la fois les élèves et les personnels, une large concertation avec l'ensemble des acteurs de l'École est nécessaire pour :

- En finir avec le transfert des charges et la diminution des moyens affectés par l'Etat aux communes.
- garantir la réelle gratuité de l'école et le cadrage national de ces rythmes pour l'équité entre les territoires et les usagers.
- empêcher une régression des droits et des conditions de travail des personnels.
- déconnecter le temps des élèves (26h) de celui des enseignants (18h).
- supprimer l'aide personnalisée et marquer la reprise en main de la difficulté scolaire par des enseignants spécialisés (RASED complétés et développés sur l'ensemble du territoire).
- combattre les vraies raisons de la fatigue des élèves : classes surchargées, temps en collectivité très long.
- bénéficier d'un budget ambitieux pour la transformation de l'école.
- améliorer les conditions de travail.
- supprimer le zonage des vacances et respecter l'alternance stricte 7 semaines de classe et 2 semaines de vacances.